



Les Producteurs de lait du Québec

En réplique au texte À quand la gestion de l'offre 2.0? de Sylvain Charlebois publié le 1^{er} février 2018 dans La Presse+ et le 2 février 2018 dans Le Quotidien

La gestion de l'offre, seule feuille de route viable pour le secteur laitier

Sylvain Charlebois, dans son texte « À quand la gestion de l'offre 2.0? » plaide pour une réforme de la gestion de l'offre sans nous dire concrètement ce qu'il propose. Les productions sous gestion de l'offre auraient, selon lui, une chance inouïe d'offrir des produits de première qualité au reste du globe dans la foulée des nouvelles ententes commerciales que sont le PTP et l'AECG. Ne manquerait plus qu'une stratégie. Entre les lignes, il laisse entendre que nous ne sommes pas assez gros, pas assez bons et pas assez compétitifs en raison de notre résistance au changement pour profiter de la manne.

Les productions laitières néo-zélandaise, australienne, européenne et américaine sont déréglementées et tournées vers les marchés d'exportation. C'est le modèle à suivre pour M. Charlebois. Ces dernières années, ils ont encaissé d'importantes chutes de prix, qui ne profitent pourtant pas aux consommateurs. Depuis la déréglementation du secteur laitier en Australie en 2000, ils ont perdu 55 % de leurs fermes laitières et la valeur de leurs exportations a chuté de 23 %. De son côté, l'Europe a aboli la gestion de l'offre en 2015 et la surproduction qui en a résulté a saturé les marchés d'exportation et les généreuses subventions de la Politique agricole commune ne suffisent pas à maintenir les producteurs de lait à flot. M. Charlebois aurait intérêt à écouter le documentaire de l'émission *Cash investigation* « Produits laitiers : où va l'argent du beurre? », diffusé le 16 janvier et qui fait tant jaser en ce moment en Europe. Il démontre bien comment les producteurs laitiers européens doivent produire à perte, tout en illustrant concrètement comment le modèle de mégaproduction néo-zélandais est une catastrophe environnementale, leur secteur laitier étant devenu responsable du quart des émissions de gaz à effet de serre du pays, engendrant de graves problèmes aux nappes phréatiques par une irrigation excessive.

M. Charlebois affirme que les coûts de production sont deux fois plus bas aux États-Unis qu'ici. C'est faux! En fait, les données du USDA le montrent, c'est le prix aux producteurs qui est beaucoup plus bas qu'ici, en raison de leur désorganisation et de leur surplus de production. Ils produisent à perte, en bas de leurs coûts de production et ne réussissent à survivre que par les subventions du Farm Bill, qui distribue 100 milliards de dollars américains par année à son secteur agricole. Et c'est sans parler des coûts de main-d'œuvre : l'étude réalisée en 2015 à la demande de la National Milk Producers Federation a révélé que, sans la main-d'œuvre immigrante, qui est souvent sans papiers et qui vit dans la plus grande précarité, le prix de détail du lait américain augmenterait de 90 %.

La gestion de l'offre, avec sa production axée sur les besoins du marché intérieur, donne actuellement des résultats très positifs pour le secteur laitier et l'économie canadienne. Depuis 3 ans, nous répondons à une croissance des besoins de plus de 4 % par année. Les producteurs laitiers sont affairés à moderniser leurs entreprises pour y faire face. Pour y parvenir, ils ont investi l'an dernier seulement plus de 500 millions de dollars en équipement et en bâtiments, de l'argent qui fait rouler l'économie d'ici.

Avec 116 000 emplois, une contribution au PIB de 8,7 milliards de dollars et des recettes fiscales de 2,1 milliards de dollars, les productions québécoises de lait, d'œufs et de volaille représentent un secteur économique majeur. Dynamiques, innovatrices, disciplinées, elles permettent de développer des entreprises rentables dans un environnement stable, en tirant un revenu équitable de leur travail, sans subvention, directement du marché.

Les conséquences d'un abandon de la gestion de l'offre ou d'une réforme visant le même objectif sont celles évoquées dans une récente étude de PwC, ou dans celle du Boston Consulting Group publiée en 2015, évaluant toutes deux les conséquences de mettre fin à la gestion de l'offre, soit la disparition de la majorité des fermes laitières et avicoles et la perte de plusieurs dizaines de milliers d'emplois, des pertes dont notre économie n'a tout simplement pas les moyens. L'AECG et le PTP sont conclus, mais le Canada renégocie toujours l'ALENA. Les Américains, tout en demandant la fin de la gestion de l'offre, refusent de mettre leur politique agricole sur la table. La seule feuille de route viable pour nos secteurs, c'est que le gouvernement canadien maintienne la même détermination que le gouvernement américain à défendre ses intérêts et à protéger ses agriculteurs.

Alain Bourbeau, agr.
Directeur général des Producteurs de lait du Québec

Le 2 février 2018